

Burundi : l'acharnement du pouvoir pourra-t-il ébranler l'opposition ?

@rib News, 03/08/2010 Le CNDD-FDD organise un autre congrès pour le FNL Les tentatives de destituer Rwas Agathon vous l'avez vu le message qu'il a constamment lancé au Peuple Souverain du Burundi aux régimes de Bagaza et Buyoya risque d'être retenu au gouvernement actuel. Le monopartisme n'a plus de place au sein des Institutions de la République du Burundi - tous les partis politiques officiellement reconnus par la loi au Burundi ont droit au soleil, incluant le FNL. En violation flagrante de la loi sur les partis politiques et les normes démocratiques les plus élémentaires, le parti au pouvoir vient d'organiser un autre congrès pour stabiliser le FNL et ainsi assurer le contrôle total de l'espace politique du pays par le régime Nkurunziza.

En effet, les Forces Nationales de Libération, la tête desquelles se trouve M. Rwas Agathon, est l'ancienne rebelle Palipehutu-FNL (vieux de 30 ans et doyen des forces politiques qui se sont longtemps battues pour la démocratie au Burundi). Le leadership de cette formation politique a démontré une suffisance qu'il maîtrise bien le contrôle de la direction de ce parti alors que la base ce parti est très solide et indestructible. Aujourd'hui, le CNDD-FDD est sa 5^e tentative et toutes les tentatives précédentes ayant échoué lamentablement (vous vous souviendrez l'histoire de Gatayeri, Mugabarabona, Banes, Kenes, Habimana pour n'en citer que quelques unes). Pour un parti qui aurait remporté les élections présidentielles à plus de 90% (paraît-il) le comportement du CNDD-FDD trahit un manque de confiance et de sagesse facilement attribuables à un perdant "sinon pourquoi tant d'acharnement ? Dans l'actuelle tentative de stabiliser l'opposition et d'installer le monopartisme au Burundi, le Ministre de l'Intérieur, M. Nduwir Edward, s'est transformé en gestionnaire des partis politiques de l'opposition. C'est ainsi qu'un certain Miburo (qui n'était plus membre du FNL parce que volontairement démissionnaire depuis quelques temps) vient d'être intronisé par le pouvoir en place comme le soi-disant nouveau président du parti FNL. M. Bigirimana Jacques (exclus du FNL après s'être converti au CNDD-FDD) est parachuté comme Secrétaire Général. La milice gouvernementale et certains éléments de la police se prépareraient de prendre d'assaut les biens et les permanences du FNL dans tout le pays pour les mettre à la disposition du duo Miburo-Bigirimana, sans se soucier outre mesure des conséquences du chaos que cette manœuvre risquerait d'engendrer dans tout le pays. Entre temps, les leaders et les membres des partis politiques de l'opposition sont dorénavant pourchassés - littéralement. Selon le rapport récent de Human Right Watch, les prisons du pays se remplissent des prisonniers politiques à un rythme ahurissant. Bujumbura espère que la violence conduira l'opposition au silence; malheureusement le contraire est vrai. Pratiquer la politique de l'autruche devant la crise de légitimité institutionnelle qui guetterait le prochain mandat sera un retour en arrière assuré en matière de démocratisation de notre système de gouvernement pour lequel tant de sang a été versé. La stabilisation du FNL ou tout autre parti politique dans le pays ne pourra aucunement résoudre cette question. Malgré l'espoir qu'il avait nourri au Peuple Souverain du Burundi, le récent marathon électoral s'est vite transformé en une mascarade électorale. Avec un taux de participation oscillant entre 30 et 40%, et conscient de la possibilité d'une fraude au cas où les élections auraient été transparentes et sans fraudes, le seul moyen de rester au pouvoir pour le CNDD-FDD est désormais la création d'un espace politique sans opposition et/ou opposant. Et tous les moyens sont permis pour y arriver. Conséquemment, le refus de l'opposition de reconnaître un gouvernement qui découle d'un processus électoral manipulé est fondamental d'être prise au sérieux. Les assurances de l'Ambassadeur Ngendakumana comme quoi son parti n'avait l'intention d'écarter l'opposition auront été déphémeres. Le temps nous dira quel parti politique sera sa préférence au Peuple Souverain du Burundi, durant tant d'années d'engagement dans son combat pour la démocratie, la justice et la dignité, n'a jamais monté le drapeau blanc pour capituler et renoncer à ses droits. Il ne l'a pas fait pour le Colonel J. Baptiste Bagaza ou le Major Pierre Buyoya (I et II). Il ne le fera probablement pas pour le CNDD-FDD. Il ne faut pas être savant pour comprendre que le dialogue (non pas la violence) est la seule possibilité de sortie de la crise politique actuelle. Mais pour le moment Bujumbura semble complétement ignorer cela et le calvaire de l'opposition et les opposants politiques doit continuer. En tout cas, pour le moment. En attendant, l'espoir c'est tout ce qui nous reste et le gardera. Par Vincent Nsengiyumva